

Lundi dernier, je crois, je lui ai posé une question sur la position du représentant du Canada à la conférence du désarmement à propos des armes biologiques et chimiques. Le ministre a déclaré qu'étant donné l'importance du problème il aimerait pouvoir fournir une réponse précise. C'est pourquoi il a tenu la question pour préavis. Peut-il nous donner aujourd'hui une réponse précise ou générale, mais en tout cas instructive?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je remercie le député de sa question. J'allais me lever pour essayer d'attirer votre attention, monsieur l'Orateur, afin d'y répondre. La position du Canada sera exposée plus en détails à la conférence qui se déroule actuellement à Genève, mais je puis assurer le député que nous saluons l'initiative des Britanniques, qui cherchent à obtenir des mesures supplémentaires capables de renforcer les accords existants et d'empêcher l'utilisation des armes chimiques et biologiques.

M. Lewis: Étant donné la nouvelle, dont je n'avais pas eu connaissance lors de ma première question, que la proposition britannique ne porte que sur la guerre biologique et non sur les armes de guerre chimique, le ministre va-t-il ordonner à notre représentant à Genève d'insister pour que la guerre chimique soit inscrite à l'ordre du jour et incorporée au protocole éventuel?

L'hon. M. Sharp: C'est l'une des raisons pour lesquelles je n'ai pas appuyé davantage l'initiative britannique; elle n'est pas d'assez grande portée. Nous avons l'intention d'insister sur des mesures encore plus énergiques du côté de la guerre chimique et de la guerre biologique.

M. Lewis: Le ministre peut-il faire en sorte que les députés disposent le plus vite possible d'une copie de la déclaration à ce sujet, qui sera faite, je suppose, par M. Ignatieff à la conférence?

L'hon. M. Sharp: Je le ferai volontiers, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un document confidentiel.

LES FINANCES

LE LIVRE BLANC SUR LA DÉFALCATION DU DÉFICIT DES JEUX PANAMÉRICAINS

M. Robert Simpson (Churchill): Une question pour le premier ministre, monsieur l'Orateur. Puisque le gouvernement fédéral a approuvé depuis cinq mois des frais d'investissement d'environ un milliard et quart de dollars dans le Québec, y compris une annulation de 125 millions de dollars en ce qui

[M. Lewis.]

concerne l'Expo, le premier ministre voudrait-il songer sérieusement à annuler le déficit des jeux Panaméricains de Winnipeg, qui s'établit à quelque \$600,000?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question ainsi formulée me semble litigieuse; je ne crois pas qu'elle soit recevable. Le député de Hillsborough a la parole.

M. Simpson: Monsieur l'Orateur, puis-je reformuler la question?

M. l'Orateur: Le député de Hillsborough.

L'INDUSTRIE

LA MOUSSE D'IRLANDE—L'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE USINE D'EXTRACTION

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale? Je lui fais mes excuses pour mon avis tardif et écrit à la main. C'était une erreur grave. Ma question a trait à l'industrie de la mousse d'Irlande au sujet de laquelle on a obtenu une réponse encourageante à une question inscrite au *Feuilleton* l'autre jour. Le ministre peut-il nous dire si lui et son ministère collaborent avec le gouvernement de l'Île du Prince-Édouard en vue de favoriser l'établissement d'une usine d'extraction dans l'Île du Prince-Édouard?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je suis vaguement au courant de cette question mais je devrai demander un rapport plus précis. Le député peut être sûr que nous offrirons notre entière collaboration si l'affaire est sérieuse.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LA FIN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE —LES LIVRAISONS DES PRODUCTEURS

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce? La Commission du blé envisage-t-elle toujours de terminer sa campagne à la fin du mois? Les nouveaux prix pour l'automne seront-ils communiqués à ce moment? Puis-je également demander si on a établi des plans avec la Commission afin de permettre aux producteurs de livrer l'intégralité du quota de cinq boisseaux?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, la Commission du blé n'a fait aucune déclaration, non plus que le gouvernement, au sujet de la prolongation de la campagne.